

Myanmar: l'ONU prête à payer pour la démocratie

Contributed by The Irrawaddy
 Sunday, 11 January 2009
 Last Updated Sunday, 11 January 2009

Consciente de l'échec de sa politique de sanctions, l'ONU serait tentée d'amadouer les généraux au pouvoir en leur graissant la patte. La dissidence est accablée. An dernier, notre pays a connu bien des hauts et des bas. Pour autant, la tragédie birmane ne semble pas près de prendre fin. Début 2008, la junte a surpris la communauté internationale en dévoilant son intention de mettre sur pied un référendum constitutionnel...

...un des sept points de sa feuille de route visant à prolonger le régime militaire. En mai, les questions politiques ont été balayées par le cyclone meurtrier qui a dévasté le sud du pays, faisant plus de 100 000 morts et des millions de sans-abri. Comme on pouvait s'y attendre, les généraux au pouvoir se sont contentés d'entrouvrir la porte aux organisations humanitaires après avoir bloqué l'envoi d'équipes de secours sur le terrain. Dans le même temps, le régime a mis à exécution son simulacre de référendum, prétendant avoir obtenu un soutien de 92 % à son projet de Constitution. Puis [en novembre], contre toute attente cette fois, il a lancé sa stratégie "choc et stupeur" [shock and awe, doctrine militaire théorisée aux Etats-Unis au milieu des années 1990 reposant sur un déploiement massif de ses forces pour annihiler toute volonté de riposte de son adversaire ; elle a été mise en oeuvre en 2003 lors de l'invasion de l'Irak] ; de lourdes peines de prison ont été prononcées à l'encontre de figures de l'opposition et d'humanitaires, incarcérés depuis séparément dans des prisons éloignées les unes des autres.

On apprend aujourd'hui avec consternation que l'envoyé spécial des Nations unies, Ibrahim Gambari, suggère à la communauté internationale d'octroyer une aide financière au Myanmar pour qu'il libère ses quelque 2 000 prisonniers politiques, dont le Prix Nobel Aung San Suu Kyi, et qu'il amorce un changement démocratique. Le diplomate nigérian ne doit pas avoir toute sa tête pour imaginer que les généraux corrompus qui ont terrorisé le pays tout entier peuvent se laisser acheter.

"Dans les mois qui viennent", a écrit le très influent Washington Post [qui a été le premier à avoir eu vent d'une note confidentielle remise à Ban Ki-moon par Ibrahim Gambari], "l'ONU fera pression sur l'administration Obama pour qu'elle assouplisse la politique birmane des Etats-Unis afin de permettre un retour des institutions financières internationales, en particulier de la Banque mondiale [qui a quitté le pays en 1987]. Il y a plusieurs années, quand la Banque mondiale a offert au régime birman 1 milliard de dollars en échange de réformes politiques, elle s'était entendu répondre : "Pas la peine de nous donner des bananes, nous ne sommes pas des singes".

M. Gambari semble atteint du syndrome de Stockholm : prisonnier des impostures de la junte birmane, il risque d'y succomber. S'il croit que l'ONU et la communauté internationale sont en mesure de soudoyer le régime pour obtenir la libération des prisonniers politiques, on peut légitimement douter de sa bonne compréhension du Myanmar. L'envoyé spécial est manifestement à court d'idées. Les généraux birmans doivent bien rire de lui et de sa proposition. Mais les prisonniers politiques, eux, n'ont pas de quoi rire. Ils doivent se demander si les Nations unies ne pourraient pas nommer un émissaire plus efficace et mieux informé. Car les efforts de persuasion et les pots-de-vin demeureront sans effet sur les ravisseurs de plus de 2 000 innocents. The Irrawaddy